

Politique Budgetaire Et Inflation En Afrique Subsaharienne

Ali Mahamat Gambo¹, Mohammadou Nourou² and Yves Patrice Etogo Nyaga³

¹ Université de Maroua

Received: 12 November 2020 Accepted: 2 December 2020 Published: 15 December 2020

Abstract

This research raises the question of budgetary determination of the price level in a context where the Central Bank seeks to stabilize prices and governments record increasing levels of public debt and public deficit. This is particularly about studying the effects of public debt and the public deficit on inflation. Using data from 39 countries in sub-Saharan Africa covering the period from 1982 to 2017, we tested budget theory of price levels. The results of econometric estimates obtained by GMM methods show that the budget deficit and the public debt associated with it have positive and significant effects on inflation in sub-Saharan Africa.

Index terms— budget deficit, public debt, inflation.

1 Introduction

our promouvoir la croissance économique, l'une des conditions préalables et fondamentales c'est de contrôler l'inflation (Fischer, 1993). Le contrôle de l'inflation a pour objectif de chercher un degré raisonnable de stabilité des prix. Atteindre cet objectif nécessite pour les pays d'appliquer des politiques monétaires et budgétaires 2 1 Par inflation, on entend un phénomène de hausse cumulative et auto entretenue du niveau général des prix (Goux, 1998). 2 Selon Paul Samuelson, la politique budgétaire est définie comme «le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique et de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou de déflation» (Friedman, 1948). appropriées (Woodford, 2001). Dans ce cadre, les stratégies tendant à s'imposer sont le ciblage de l'inflation et la stabilisation de la dette Leeper (2016).

En Afrique Subsaharienne, le ciblage des agrégats monétaires et de taux d'inflation est au coeur des cadres de la politique monétaire (CPM) dans une grande partie il y a longtemps. En effet, pour maîtriser l'inflation, les banques centrales ont été amenées à s'assigner des objectifs intermédiaires tels que les agrégats monétaires et le ciblage d'inflation de la zone franc en 1993 suite à la crise des années 80; l'Afrique du Sud en 2000; le Ghana en 2007; l'Ouganda en 2011 ; le Kenya en 2011 ont adopté la politique de ciblage d'inflation. Cette méthode a grandement contribué à la désinflation dans ces pays. Dans la zone franc, l'inflation a toujours été sous contrôle. En Afrique du Sud, l'inflation est passée d'environ 12 % sur la période allant de 1980 à 1999 à environ 6 % en moyenne après l'adoption d'une cible d'inflation. Au Ghana, l'inflation s'est également inscrite en baisse, passant de plus de 33 % en moyenne de 1980 à 2006 à environ 16 % sur la période suivante 3 . La désinflation 4 est annoncée aussi en Éthiopie où elle est passée de 36 % en 2011 à 13 % fin 2012; en Ouganda de 27 % à 6 % et au Kenya de 19 % à 7 % 5 Toutefois, dans ce contexte de baisse des tensions inflationnistes, l'Afrique subsaharienne reste la zone qui enregistre le taux d'inflation le plus élevé au niveau mondial (CEDEAO, 2012) . 6 Par ailleurs, après les indépendances, les pays de l'Afrique Subsaharienne se sont retrouvés avec très peu d'infrastructures susceptibles de concourir à la réalisation de leurs idéaux de reconstruction nationale. Pour réaliser leurs objectifs, la plupart des pays ont eu recours à la dette extérieure. Ces politiques d'endettement adoptées par les anciennes colonies, ont été encouragées par le contexte international tant sur le plan politique qu'économique. Avec le choc pétrolier de 1973 et 1979, les prêts accordés aux pays de l'Afrique . Elle a enregistré en moyenne 9,1% contre 3,9% au niveau des pays émergents et en développement; 2,0% dans les pays avancés et 3,9% au niveau mondial en 2012.

4 II. POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET INFLATION: QUELQUES ENSEIGNEMENTS THÉORIQUES

45 3 <http://WWW.banque-france.fr/eurosysteme-et-international/zonefranc.html>. 4 La désinflation est un
46 ralentissement de l'inflation ou une baisse ponctuelle du niveau général des prix (Banque de France, 2009,
47 Déflation ou désinflation ?, Focus n° 3 -22 janvier 2009) 5 Perspectives économiques régionales 2013 6 CEDEAO
48 (2012), « convergence macroéconomique » P Subsaharienne se sont renforcés. Le stock de la dette de cette
49 zone était de 435 Mds \$ de 1960 à 1970 7 Dans ce contexte d'endettement croissant, très peu de contrôles se
50 sont exercés sur les prêts et les capacités de remboursement n'ont pas fait l'objet d'une attention particulière.
51 Cependant, au début des années 80, la baisse des prix des matières premières exportées par les pays africains
52 du fait d'une situation durable de surproduction et la très forte hausse des taux d'intérêt due à la politique
53 monétaire américaine ont conduit à l'alourdissement des conditions de remboursement des prêts souscrits et donc
54 à la diminution de leur solvabilité. La charge des intérêts est multipliée par trois (3) et les pays étaient contraints
55 d'emprunter pour rembourser. Le poids croissant de la dette et la baisse des revenus d'exportation ont conduit
56 à une crise de la dette au milieu des années quatre-vingt .

57 2 8

58 Pour alléger la dette, mais aussi restaurer les équilibres macroéconomiques et maîtriser l'inflation, les politiques
59 de régulation et de restructuration conduites par les Institutions de Bretton Woods et connues sous le nom de
60 Programme d'Ajustement Structurel (PAS) sont mises en oeuvre dans les pays (Yakouba) . Les cessations de
61 paiements se sont multipliées, les arriérés se sont additionnés, les déficits budgétaires et extérieurs se sont creusés
62 et la croissance du revenu par tête et l'inflation ont faibli.

63 3 9

64 . Toutefois, les PAS se sont soldés plus tard par un échec 10 imputé à la précipitation avec laquelle ces
65 politiques ont été mises en oeuvre et surtout au manque de personnalisation et d'études des spécificités liées
66 aux pays africains (Datadjeu, 2018) 11 Face à l'endettement insoutenable d'un certain nombre de pays très
67 pauvres compromettant à la fois leur croissance et leurs capacités à lutter contre la pauvreté, la communauté
68 des bailleurs a lancé en 1996 l'initiative PPTE. L'objectif était de réduire à un niveau soutenable le poids de la
69 dette extérieure des trente-neuf pays éligibles, dont trente-trois en Afrique subsaharienne. Malgré les initiatives,
70 les États sont devenus redevables au titre de la dette extérieure de près de 200 milliards de dollars en fin 1999
71 et à la veille de l'an 2000, un grand nombre d'États s'est retrouvé en . 7 Université d'été du CADTM Europe
72 (2015), « Sud : vers une nouvelle crise de la dette ? » 8 Jacques Legrand (2016), « Brève histoire de la dette
73 des pays d'Afrique subsaharienne » 9 Yakouba, O., « L'aide au développement et la gestion des finances publiques
74 en Afrique Subsaharienne : cas des États membres de l'UEMOA ». 10 L'une des conséquences dans la Zone
75 Franc Cfa a été la dévaluation de 50% du franc CFA par rapport au franc français en 1994. Par la suite, il a
76 été décidé d'interdire le financement monétaire direct des déficits, d'instaurer des critères de convergence et de
77 surveiller les politiques macroéconomiques au sein des zones CEMAC et UEMOA. 11 Quant au poids des charges
78 d'intérêt dans le budget, bien qu'il soit à un niveau encore modéré, il n'a cessé de s'alourdir. De 6,3% des recettes
79 gouvernementales en moyenne pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en 2013, ce ratio est passé à presque
80 10% en 2015 16 Dans ce contexte du déficit budgétaire élevé et de l'accroissement de la dette publique, l'inflation
81 du prix à la consommation en pourcentage reste importante en Afrique Subsaharienne. Elle est de 11,2% en
82 2016 et estimée à 12,2% en 2017 . 17 Ainsi, l'objectif du présent article est d'analyser l'influence de la politique
83 budgétaire sur l'inflation en Afrique Subsaharienne. Procéder à une telle analyse constitue une contribution à
84 une meilleure appréhension de la relation qui existe entre la politique budgétaire et l'inflation dans les PVD en
85 général et en Afrique . On peut dès lors se demander si la politique budgétaire affecte-t-elle l'inflation dans cette
86 zone. Subsaharienne en particulier. Par-là, le présent papier procède de la recherche des voies et moyens de mieux
87 maîtriser le niveau des prix, surtout Afrique Subsaharienne où le taux d'inflation reste le plus élevé au niveau
88 mondial. Le reste de l'article se présente comme suit : la section 2 présente en revue quelques enseignements
89 théoriques sur la théorie budgétaire du niveau des prix, la section 3 présente une revue de la littérature empirique,
90 la section 4 expose les données et méthodologie adoptées, la section 5 présente la méthode d'estimation et la
91 section 6 expose les résultats. La section 7 quant à elle conclut.

92 4 II. Politique Budgétaire et Inflation: Quelques Enseignements 93 Théoriques

94 Dans la littérature économique, les liens entre niveau général des prix et politique économique ont toujours été
95 au centre des préoccupations des macro économistes. Pendant le courant de la Grande dépression, la politique
96 budgétaire était préconisée par Keynes comme instrument permettant de réguler les à-coups de la conjoncture, liés
97 à l'instabilité de la demande et à l'existence de cycle économique. Cependant, suite à l'avènement du monétarisme
98 à la fin des années 1960, le recours aux politiques budgétaires est critiqué du point de vue théorique, « la
99 révolution des anticipations rationnelles » et remis en cause du point de vue empirique, « les politiques budgétaires
100 expansionnistes des grands pays industrialisés ne mettant pas fin à la stagflation ». Deux conclusions émergent :
101 d'une part, les politiques de stabilisation sont supposées être inefficaces et, d'autre part, les politiques budgétaires
102 sont supposées être inflationnistes (Hassan Ayoub; Jérôme Creel et Etienne Farvaque, 2008) 18 Sargent et Wallace

103 (1981) évoquent les relations conflictuelles entre la politique budgétaire et la politique monétaire en considérant
104 deux situations de domination des politiques économiques. D'un côté, la politique monétaire domine la politique
105 budgétaire et dans ce cas, l'autorité monétaire définit de manière indépendante la politique monétaire et détermine
106 le . La théorie budgétaire du niveau des prix va préciser les signes du débat.

107 Selon cette théorie, plutôt que la seule politique monétaire, la politique budgétaire détermine de façon explicite
108 le niveau agrégé des prix [Sargent et Wallace (1981), Sargent (1982), Leeper (1991, 2016, 2017, 2018), Woodford
109 (1995,1996, 2001)]. Dans ce cadre, les auteurs stipulent que le déficit budgétaire et l'endettement non anticipé
110 qui lui est associé entraîneraient une hausse du niveau général des prix. montant des revenus qu'elle fournira à
111 l'autorité fiscale par le biais du seigneurage. L'autorité fiscale est alors confrontée aux contraintes imposées par
112 la demande d'obligations, puisqu'elle doit établir ses budgets pour que les éventuels déficits puissent être financés
113 par une combinaison du seigneurage choisi par l'autorité monétaire et des ventes d'obligations au public. Dans
114 le cadre de ce système de coordination, l'autorité monétaire peut contrôler de manière permanente l'inflation,
115 car elle est totalement libre de choisir n'importe quel chemin pour la monnaie de base. D'un autre côté, la
116 politique budgétaire domine la politique monétaire et dans ce deuxième cas, l'autorité budgétaire établit ses
117 budgets de manière indépendante, annonçant tous les déficits et excédents actuels et futurs en déterminant ainsi
118 le montant des recettes qui doivent être levées par le biais de la vente d'obligations et du seigneurage. Dans
119 le cadre de ce second schéma de coordination, l'autorité monétaire est confrontée aux contraintes imposées par
120 la demande d'obligations d'État, car elle doit essayer de financer avec seigneurage toute divergence entre les
121 recettes exigées par l'autorité fiscale et le montant des obligations pouvant être vendues au public. Bien qu'une
122 telle autorité monétaire puisse toujours être en mesure de contrôler l'inflation de façon permanente, elle est moins
123 puissante qu'une autorité monétaire dans le cadre du premier plan de coordination. Sargent (1982) explique la
124 détermination du niveau des prix par le remboursement de la dette publique. Pour cela, il distingue deux
125 régimes polaires qu'il intègre dans la théorie de détermination du niveau des prix. Dans un premier régime dit
126 «ricardien», la hausse du déficit due à la vente de titres d'État supplémentaires à un instant donné est toujours
127 accompagnée d'une planification d'une hausse ultérieure des impôts suffisante pour rembourser le supplément
128 de dette. Dans ce régime fiscal ricardien, le déficit actuel est beaucoup moins inflationniste. Dans le deuxième
129 régime dit «non-ricardien», l'augmentation des titres d'intérêt gouvernementaux sera payée non pas en prélevant
130 des impôts explicites plus élevés, mais en utilisant le seigneurage, c'est-à-dire en créant de la monnaie. Ce
131 régime s'apparente selon Sargent au régime de domination budgétaire de Sargent et Wallace. Dans ce régime, les
132 titres d'État portant intérêt supplémentaires signifient une promesse du gouvernement d'émettre plus de monnaie
133 de base à l'avenir et, éventuellement, de monétiser la dette publique. Leeper (1991, 2016, 2017, 2018) élabore
134 des politiques où le comportement fiscal détermine l'impact des chocs monétaires sur les prix. Selon Leeper,
135 dans un régime de politique budgétaire active (qui ne prête aucune attention à la dette de l'État et est libre
136 de fixer son déficit comme bon lui semble) et de politique monétaire passive (qui répond aux chocs de la dette
137 publique), les chocs déficitaires augmentent l'inflation maintenant ou dans le futur. Il stipule en outre que si les
138 politiques monétaire et budgétaire fonctionnaient indépendamment les unes des autres, c'est-à-dire si les banques
139 centrales sont dotées de mandats bien définis pour contrôler l'inflation et stabiliser l'économie réelle et opérer
140 indépendamment des pressions émanant des autorités fiscales et que la politique budgétaire, quant à elle, se voit
141 confier la tâche de stabiliser l'endettement, ce que l'on appelle la «politique budgétaire durable» et souvent rien
142 d'autre, alors l'impact de la politique budgétaire sur l'inflation est faible, voire inexistant.

143 Pour Woodford (1995, 1996, 2001), la politique budgétaire du gouvernement joue un rôle central dans la
144 détermination du niveau des prix. Il distingue deux régimes de politiques économiques. Un régime qu'il qualifie
145 de «ricardien» où la politique fiscale a nécessairement la propriété que chaque fois que le niveau de la dette
146 publique en cours change, la valeur actuelle des excédents publics futurs change par le même montant, quelle que
147 soit la trajectoire suivie par les prix et les taux d'intérêt. Dans ce régime dit «ricardien», Woodford stipule que les
148 changements de trajectoire du budget de l'État et de la dette publique n'ont aucun effet sur la demande globale et
149 donc sur le niveau des prix. Un autre régime qu'il qualifie «nonricardien», où le solde public primaire ne réagit pas
150 aux variations de l'endettement public, c'est-à-dire la politique budgétaire n'assure pas l'équilibre budgétaire de
151 l'État. Dans ce régime, les gouvernements sont incapables de maîtriser les déficits budgétaires chroniques (ou ne
152 se soucient pas d'équilibrer leurs contraintes budgétaires inter temporelles) et les chocs budgétaires modifient les
153 contraintes budgétaires inter temporelles des ménages, à des prix qui auraient autrement été des prix d'équilibre
154 et des taux d'intérêt; donc les marchés échouent plus longtemps à ces prix. Donc le niveau général des prix
155 doit s'ajuster à la hausse pour que l'endettement public satisfasse la contrainte budgétaire de l'État. Selon
156 Tellus (2007), les gouvernements qui financent un déficit peuvent choisir de dépenser plus que leur revenu
157 actuel en empruntant, mais l'emprunt intérieur entraîne une hausse de l'inflation en évitant l'investissement
158 privé et en réduisant l'offre globale. Pour estimer l'effet de la politique budgétaire sur le niveau des prix en
159 Afrique subsaharienne, nous allons modifier le modèle ci-dessus en lui ajoutant une constante qui va représenter
160 l'ensemble des variables pouvant expliquer l'inflation, mais qui n'auront pas été prises en compte dans le modèle.
161 On a ainsi la spécification suivante :

162 -Dumx est une variable muette qui prend la valeur 1 si le pays appartient à la zone Franc et la valeur 0 si le
163 pays n'appartient pas à la zone Franc. Les estimations de γ_1 et γ_2 indiqueront dans quelle mesure le niveau
164 de prix dépend des mesures de la politique budgétaire, c'est-à-dire s_t et w_t . Selon les auteurs, dans un régime

10 A) RÉSULTAT DE TEST DE STATIONNARITÉ

165 non-ricardien, une estimation négative de β_1 est attendue, car un solde budgétaire plus élevé induit un niveau
166 de prix plus bas.

167 5 b) Présentation des variables retenues et signes attendus

168 β_1 it = β_2 1 β_3 it + β_4 2 β_5 it + β_6 it où β_1 , β_2 et β_3 les paramètres du modèle; i : un des pays
169 avec β_4 it = β_5 0 + β_6 1 INFL it-1 + β_7 2 BALFISC it + β_8 3 DETTE it + β_9 4 β_{10} it + β_{11} 5
170 Dumx+? it

171 β_{12} it est l'inflation du pays i à la période t , β_{13} it-1 est l'inflation du pays i à la période
172 précédente $t-1$, β_{14} it est le solde budgétaire du pays i à la période t , β_{15} it est l'encours total
173 de la dette du pays i à la période t , β_{16} it est la croissance du PIB réel du pays i à la période t ,
174 économie nationale. Ainsi, le taux de croissance du PIB est l'indicateur qui permet d'apprécier les performances
175 d'une économie ou de comparer ses performances à celles des autres économies. Cette variable nous permet
176 de vérifier comment la croissance atteint influence le niveau d'inflation. Selon les partisans de l'approche
177 structuraliste de l'inflation, il y a une relation négative entre le niveau des prix (inflation) et le niveau de la production:
178 une inefficience de l'appareil productif entraîne une hausse des prix à cause de l'insuffisance de l'offre. Le signe attendu
179 est positif (+) ou négatif (-).

180 Dummy: en supposant que les pays de la zone franc cfa, bénéficient en termes d'inflation en fixant leur monnaie
181 à l'Euro puis en adoptant les critères de convergence. Cette variable prend la valeur 1 si le pays appartient à la
182 zone et la valeur 0 sinon.

183 6 c) Les données

184 Afin d'estimer les paramètres de notre modèle, nous allons faire recours à l'exploitation des données secondaires
185 en série temporelle. Les données utilisées dans cette étude proviennent de la base de données des indicateurs de
186 développement (African Development Indicators) de la Banque Africaine de Développement (2019), de données
187 des indicateurs de développement (World Economic Outlook) du Fond Monétaire International (2019). À
188 l'exception de la variable taux de croissance du PIB réel qui est prise dans la base des données du FMI, les
189 variables solde budgétaire et dette publique proviennent de African Development Indicators de la BAD.

190 L'échantillon que nous avons pu retenir concerne 36 ans et 39 pays de l'Afrique Subsaharienne, ce qui nous
191 donne 1404 observations. Donc les données utilisées pour estimer les paramètres du modèle ont une dimension
192 annuelle et couvrent la période allant de 1982 à 2017. Le choix de cette période est justifié par la disponibilité des
193 données. Ces données sont ensuite compilées dans Excel, et importées dans les logiciels économétriques (Eviews
194 8.0) et (stata.11) pour être traitées à l'aide des outils statistiques bien précis.

195 V.

196 7 Méthode D'estimation: le gmm sur Panel Dynamique

197 Le principal problème économétrique qui se pose lors de l'estimation d'un modèle en panel dynamique est celui
198 de l'endogénéité des variables explicatives. Ce modèle se caractérise par la présence d'une valeur retardée de la
199 variable endogène parmi les variables explicatives impliquant un problème de corrélation entre le terme d'erreur
200 et la variable dépendante retardée. La méthode GMM en panel dynamique permet de corriger l'endogénéité
201 potentielle de l'ensemble des variables explicatives du modèle et non seulement celle des variables dépendantes
202 intégrées dans le modèle en tant que variables explicatives. De cette manière, cette méthode permet de dépasser
203 la limite des techniques traditionnelles des variables instrumentales qui corrigent uniquement l'endogénéité des
204 variables dépendantes introduites dans le modèle comme variables explicatives tout en supposant que les autres
205 variables du modèle sont strictement exogènes. D'après Arrelano et Bond (1991), l'estimateur GMM en premières
206 différences consiste à prendre pour chaque période la première différence de l'équation à estimer pour éliminer
207 les effets spécifiques des pays (country-specific effects) et instrumenter par la suite les variables explicatives de
208 l'équation en différence première par leurs valeurs en niveau retardées d'une période ou plus. Lesquelles les
209 variables sont instrumentées par leurs différences premières, ce qui apparaît plus performante que celle qui était
210 avancée par Arrelano et Bond (1991).

211 Cette méthode a l'avantage que ses estimations sont moins sensibles en cas de présence d'auto corrélation et
212 de l'hétéroscédasticité.

213 Ainsi, dans le cadre de cette thèse, nous allons retenir le GMM pour l'estimation de nos équations.

214 8 VI.

215 9 Résultats Obtenus

216 L'on présentera tour à tour les résultats des tests de stationnarité et d'estimation puis l'interprétation des résultats
217 obtenus.

218 10 a) Résultat de test de stationnarité

219 Au préalable l'on a effectué une étude de la stationnarité des variables. L'on a abouti à la conclusion que les
220 variables sont intégrées soit à niveau, soit à l'ordre 1. La situation des différentes variables est résumée dans

221 le tableau 2. Le coefficient associé à la variable inflation retardée est positif (0.457144) et est significatif au
222 seuil de 1%. Cette variable a un signe économiquement attendu. On peut donc dire que l'inflation retardée
223 (-1) influence positivement et de manière significative l'inflation de l'année suivante. D'après les chiffres, une
224 augmentation de 1 point de l'inflation retardée (-1) entraîne une augmentation de 0.457144 point de l'inflation.

225 Le coefficient associé à la variable TXCPIB it est négatif (-0.3788804) et significatif à 1%. Cette variable a un
226 signe économiquement attendu. Toute chose égale par ailleurs, une augmentation d'un point du taux de croissance
227 du PIB réel (TXCPIB it) c'est-à-dire du niveau de la production entraîne une diminution du taux d'inflation
228 de 0.3788804 point. C'est le résultat auquel est parvenu Nyangezi (2013) 22 22 P.,M.,G.,Nyangezi(2013),«
229 Lafiscalitéetl'inflationauRwanda: Uneanalyseempiriquebaséesurlemodèleàcorrectiond'erreur» sur le Rwanda. Le
230 coefficient associé au dummy est négatif et non significatif. Cette variable a un signe économiquement attendu.
231 Toute chose égale par ailleurs, les critères de convergences adoptés dans cette Zone influencent négativement et
232 de façon non significative l'inflation en Afrique Subsaharienne.

233 11 VII.

234 12 Conclusion

235 Au cours de la crise, la mise en place des plans de relance budgétaire et la baisse de l'aide au développement
236 et des flux d'investissements directs étrangers ont contribué à l'accroissement de la dette publique et déficits
237 publics des pays de l'Afrique subsaharienne. Dans ces pays, l'autonomie des banques centrales ainsi que l'objectif
238 de stabilité de prix assigné à ces dernières ont limité le financement monétaire des déficits publics et réduit la
239 corrélation entre la croissance de la masse monétaire M2 et inflation. Dans cette perspective, l'étude des liens
240 entre la politique budgétaire et l'inflation dans le contexte des pays de l'Afrique Saharienne apparaît d'un intérêt
241 évident surtout que les travaux portant sur les effets inflationnistes de la politique budgétaire sont encore rares
242 dans cette Zone.

243 Cet article s'est évertué à montrer que la politique budgétaire menée en Afrique Subsaharienne détermine le
244 niveau des prix dans cette Zone. L'idée centrale est que contrairement à la théorie quantitative de la monnaie qui
245 veuille que l'inflation soit déterminée par le seigneurage, l'inflation en Afrique Subsaharienne est déterminée
246 par la politique budgétaire. Ce résultat est conforme aux analyses théoriques de la théorie budgétaire du
247 niveau des prix (théorie d'encrage de ce travail) qui stipule que le gouvernement seul peut indépendamment
248 de la Banque centrale choisir créer l'inflation en faisant augmenter la quantité de la dette publique et sur ce,
249 propose de substituer la théorie quantitative de la dette publique à la théorie quantitative de la monnaie. La
250 relation négative et significative du solde budgétaire dans cet article a renforcé l'idée théorique selon laquelle si
251 le gouvernement est incapable ou ne se soucie pas d'équilibrer sa contrainte budgétaire inter temporelle (le cas
252 d'un régime nonricardien selon Woodfort), les chocs budgétaires conduisent à l'accroissement du niveau des prix.

253 Nous avons identifié conformément à la théorie deux canaux à travers lesquels la politique budgétaire serait
254 susceptible d'influencer l'inflation en Afrique Subsaharienne: le solde budgétaire et la dette publique. Ainsi, un
255 modèle économétrique tenant compte des effets de la politique budgétaire et de son comportement proposé dans
256 la littérature est construit ^{1 2 3 4}

¹Voir Etienne Farvaque, Hassan Ayoub, Jérôme Creel (2008), «Détermination du niveau des prix et finances publiques : le cas du Liban, 1965-2005», <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00973050>.

²© 2020 Global Journals

³Voir S., Y., Fouda Ekobena (2013), «Politique Monétaire Et Croissance Economique En Zone Cematic: Une Approche En Données De Panel » 21 C'est La Raison Pour Laquelle Nous Utilisons L'estimateur Gmm En Panel Dynamique.

⁴() B © 2020 Global Journals

malgré les engagements des pays membres en matière d'assainissement

(FMOU7

Per-

spec-

tives

économiques régionales: Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance », Avril). Face à cette situation

de ces pays étaient déjà en situation de déficit

budgétaire avant la chute des prix des matières

premières. La détérioration rapide des perspectives

économiques et le souci pour les pays de financer le

développement se sont manifestés par des besoins de

financement croissants. À cet effet, la dette publique a

accru. Les pays ayant enregistré le niveau de dette

élevé sont le Ghana, dont la dette Publique atteint 70%

du PIB et la Zambie, qui a vu son ratio d'endettement

passer de 26% en 2013 à 53% en 2015. De même, le

niveau moyen de l'endettement public des pays

pétroliers est élevé. Hors le Nigeria, il a atteint 53% du

PIB et dépassé même le seuil de 60% en Angola et en

République du Congo. En raison à la fois des

ajustements retardés dans les pays durement touchés

et des politiques budgétaires expansionnistes

appliquées ailleurs, le ratio dette publique/PIB au niveau

régional a augmenté de près de 10 points de

pourcentage depuis 2014, passant en moyenne à 42 %

du PIB en 2016 (et à un point médian de 51 %). Les

niveaux d'endettement se situent même aux alentours

de 50 % du PIB ou dépassent ce niveau dans beaucoup

des pays pauvres en ressources naturelles (Bénin, Cap-

Vert, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Malawi, Maurice,

Mozambique, São Tomé-et Príncipe, Sénégal et Togo).

fiscaux actifs qui atténuent l'immunité des économies émergentes contre les crises économiques.

Blanchard et al. (2016) montrent que, dans un contexte de taux plancher, un accroissement des dépenses publiques dans les pays de la zone euro disposant de plus de marge de manoeuvre budgétaire exerce un effet positif sur leur production et sur l'inflation, de même que sur celles des pays qui ont été plus sévèrement touchés par la crise.

Pour étudier l'inflation faible et stable sans précédente en Tunisie suite aux réformes du programme d'ajustement structurel (PAS) et en prenant en compte les effets réciproques entre le passif et l'actif du budget de l'État, Mouldi et Lobna (2012) adoptent une démarche en terme du modèle VAR ainsi que des tests de causalités de Granger. Les auteurs démontrent que la théorie budgétaire du niveau des prix s'applique au cas de l'économie tunisienne où le surplus est exogène. Ils attribuent le niveau faible et stable de l'inflation à une politique budgétaire dominante et une politique monétaire qui cible le taux d'intérêt.

Cevdet; Alpher et Ozmucur (2001) ont établi une relation positive entre déficit budgétaire et inflation. Selon leur étude, le financement du déficit par l'impression de monnaie, les emprunts internes et/ou extérieurs conduisent à une inflation à long terme.

Solomon et De Wet (2004), utilisant des données annuelles sur la Tanzanie de 1967 à 2001, ont établi qu'il existait une relation stable à long terme entre le déficit budgétaire et l'inflation.

L'étude réalisée par Catao et Terrones (2003) montre que la relation entre déficit budgétaire et inflation est significative et positive. Cette conclusion a été atteinte en testant un panel de données de 107 pays.

L'étude menée par Chaudhary et Ahmed (1995) montre que le financement national des déficits publics, en particulier par le système bancaire, conduit à une inflation à long terme.

Le premier groupe comprend le Mexique, la Turquie et le Brésil; pays avec des taux d'inflation élevés entraînant une augmentation des coûts de la dette intérieure. Le deuxième groupe comprend la Belgique, le Canada et le Japon, taux d'inflation bas, coûts d'emprunt peu élevés. Le troisième

Khan, Bukhari et Ahmed (2007) sont d'avis que le financement du déficit budgétaire par la création monétaire ajoute aux pressions inflationnistes. D'autre part, une augmentation des emprunts publics auprès de la banque centrale peut avoir de graves conséquences.

Year
2020
Volume
XX
Issue V
Version
I
() B
Global
Journal
of
Man-
age-
ment
and
Busi-
ness
Re-
search

? Variable à
expliquer Comme
variable à expliquer,
nous avons le taux
d'inflation (? Variables
explicatives Parmi les
variables explicatives,
nous d'intérêt.
Comme variables
d'intérêt, nous avons
: distinguons les
variables de contrôle
des variables

économique d'un pays. Il est égal à la un indi-
cateur économique utilisé pour mesurer l'activité
Le taux de croissance du produit intérieur brut
(TXCPIBR) : Le PIB est la somme de la valeur
ajoutée brute de tous les producteurs résidents
d'une économie plus toutes taxes sur les produits
et moins les subventions non incluses dans la
valeur des produits. Cette variable étant générale-
ment considérée comme

sommedesvaleursajoutéesdetouslessecteursd
el'économie:primaire,secondaireet tertiaire. La
plupart des économistes considèrent le PIB comme
étant le meilleur indicateur de dimension d'une

© 2020 Global Journals

Figure 3:

Figure 4:

c) Interprétation des résultats obtenus

Year	Variables	Test de stationnarité des différents v
2020	INFLit	8.54301*0.0000 I(0)
XX	VOLUMEit	5.01253*** 12.5794**
Is-	BALFIScit	
sue	DETTEit	
V	TXCPIBit	
Ver-	Dumx	
sion		
I (
) B		
Global		
Jour-		
nal		
of		
Man-		
age-		
ment		
and		
Busi-		
ness		
Re-		
search		
	Dumx	-6.684476 (0.241)
	Wald	889.35
	Prob>chi2	(0.0000)

***significatif à 1% ; ** sig
Source : nous-mêmes à part

© 2020 Global Journals

Figure 5:

- 257 [Mimo] , Mimo . Bogazici University
- 258 [SAJEMS NS] , *SAJEMS NS* 7 (1) p. . Department of Economics, University of Pretoria
- 259 [Yakouba] , O Yakouba . aide au développement et la gestion des finances publiques en Afrique Subsaharienne:
260 cas des États membres de l'UEMOA
- 261 [Cevdet et al. ()] D , C Cevdet , ;A , C Alperet , S Ozmuçur . «*Budget Deficit, Inflation and Debt Sustainability*»,
262 *Evidence from Turkey*, 2001. 1970-2001.
- 263 [Datadjeu ()] D-K. Datadjeu , W . «*Autonomie des Banque Centrales et Finances Publiques en Afrique*
264 *Subsaharienne.*» *economic -research. bnpparibas. com économiques régionales, Études économiques et*
265 *financières*, 2018.
- 266 [Farvaque et al. ()] Etienne Farvaque , Hassan Ayoub , Jérôme Creel . [https://hal-sciencespo.](https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00973050)
267 [archives-ouvertes.fr/hal-00973050](https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00973050) *Détermination du niveau des prix et finances publiques: le cas*
268 *du Liban*, 2008. 1965-2005.
- 269 [Leeper ()] E Leeper , M . *Committee on Financial Services U.S. House of Representatives*, 2017. p. P2.
270 («Monetary-Fiscal Policy Interactions)
- 271 [Leeper ()] Loïc GRARD, «*L'oeuvre des instances internationales en faveur de l'allegement de la dette publique*
272 *des etatsd' afrique subsaharienne*, E Leeper , M . 2018. («Sweden's fiscal framework and monetary policy)
- 273 [Mouldi and Lobna (2012)] D Mouldi , E Lobna . *Le niveau des prix en Tunisie est-il déterminé par la politique*
274 *budgétaire? »*, *L'Actualité économique, Revue d'analyse économique*, 2012. juin 2012. 88.
- 275 [Sargent ()] Th Sargent . *Beyond Demand and Supply Curves in Macroeconomics*, 1982. 72.
- 276 [Solomon and De Wet ()] M Solomon , A De Wet . *The Effect of a Budget Deficit on Inflation: The Case of*
277 *Tanzania*, 2004.
- 278 [Catao] 'Terrones (2003), «Fiscal Deficits and Inflation'. L Catao , E . *Journal of Monetary Economics* 52 (2) p.
279 .
- 280 [Woodford (1996)] M Woodford . *Control of the Public Debt: A Requirement for Price Stability*», *NBER Working*
281 *Paper*, 1996. July.
- 282 [Arellano and Bover ()] '« Another Look at the Instrumental Variable Estimation of Error-Components Models'.
283 M Arellano , O Bover . *Journal of Econometrics* 1995. 68 p. .
- 284 [« convergence macroéconomique ()] « *convergence macroéconomique*, 2012.
- 285 [Bildirici and Omer ()] '« Domestic debt, inflation and economic crises: a panel cointegration application
286 to emerging and developed economies'. M Bildirici , O Omer . *Applied Econometrics and International*
287 *Developmen* 2017. 2007. 7 (1) .
- 288 [Ayesha and Mumtaz (2009)] « *Fiscal Imbalances and Inflation: A Case Study of Pakistan*», *Fiscal Imbalances*
289 *and Inflation: A Case Study of Pakistan*, S Ayesha , A Mumtaz . 2009. June 2009. 29 p. .
- 290 [« performances et perspectives macroéconomiques en Afrique ()] « *performances et perspectives macroé-*
291 *conomiques en Afrique*, 2018.
- 292 [Warda and Achouche (2017)] « *Prices dynamics in Algeria; A fiscal theory of price level analysis »*, *Algerian*
293 *review of economic development N°07*, M Warda , M Achouche . 2017. Dec 2017.
- 294 [Sargent and Wallace ()] '« Soutenabilité de la dette extérieure et développement » 25'. Th Sargent , N Wallace
295 . *Some Unpleasant Monetarist Arithmetic*, Federal Reserve Bank of Minneapolis 2016. 1981. 5 p. . (Banking)
- 296 [« Sud: vers une nouvelle crise de la dette ? ()] « *Sud: vers une nouvelle crise de la dette ?*, 2015. Université
297 d'été du CADTM Europe
- 298 [Leeper ()] « *Why Central Banks Should Care About Fiscal Rules*» *Sveriges Riksbank Economic Review*, 3, P4,
299 P5, P15, E Leeper , M . 2016. p. .
- 300 [Tullius ()] «*Assessment Framework of National Government Budget*, C , M Tullius . 2007. 2008. (Budget Briefer)
- 301 [Legrand (eds.) ()] «*Brève histoire de la dette des pays d'Afrique subsaharienne*, Jacques Legrand . Khan, Bukhari
302 et Ahmed (eds.) 2016. 2007. Pakistan Development Review. (Determinants of Recent Inflation in Pakistan)
- 303 [Leeper ()] '«Equilibria under 'active' and 'passive' monetary and fiscal policies'. E Leeper , M . *Journal of*
304 *Monetary Economics* 1991. 1991. 27 p. .
- 305 [Fanizza and Soderling ()] '«Fiscal Determinant of Inflation: A Primer for the Middle East and North Africa »,
306 IMF Working Paper'. D Fanizza , L Soderling . 06-216: 1-15. 15. FMI. *Perspectives économiques régionales :*
307 *Afrique subsaharienne Faire redémarrer la croissance*, 2006. 2017.
- 308 [Woodford ()] '«Fiscal Requirement for Price Stability'. M Woodford . *Journalof Money and Credit* 2001.
- 309 [Blundell and Bond ()] '«Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models'. R Blundell
310 , S Bond . *Journal of Econometrics* 1998. 87 p. .

12 CONCLUSION

- 311 [Chaudhary and Ahmed ()] ‘«Money Supply, Deficit and Inflation in Pakistan’. M Chaudhary , N Ahmed .
312 *Pakistan Development Review* 1995. 34 (4) p. .
- 313 [Woodford ()] ‘«Price-Level Determinacy Without Control of a Monetary Aggregate’. M Woodford . *Carnegie-*
314 *Rochester Conference Series on Public Policy* 1995. 43. (décembrer)
- 315 [Arellano and Bond ()] ‘«Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to
316 employment equations’. M Arellano , S Bond . *Review of Economic Studies* 1991. 58 p. .